

des chiffres effarants. Cela signifie l'équivalent de fermer ou de mettre en chômage des villes comme Calgary, Hamilton, Québec, ou encore Halifax et Saint-Jean réunies. C'est là une politique qui, tenant compte de la conjoncture économique régionale, ne saurait être soutenue.

Il y aurait bien d'autres aspects, monsieur le président, sur lesquels nous aimerions interroger le gouvernement. Nous aurons l'occasion de le faire demain, alors que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Hnatyshyn) sera à la Chambre en comité plénier pour répondre de ses prévisions budgétaires. Nous profiterons de l'occasion, monsieur le président, pour interroger le ministre et essayer d'obtenir des renseignements plus complets sur la proposition gouvernementale et sur ses implications.

En fait, on parle au Canada d'inégalités régionales. Le gouvernement a décidé de ne pas traiter des inégalités régionales ou d'éliminer les inégalités régionales en faisant payer tout le monde le prix mondial, c'est-à-dire en augmentant le prix également pour tout le monde. En fait, tout le monde s'entend sur la nécessité d'accentuer la conservation, la substitution et le développement d'autres sources d'énergie, mais là où nous sommes en désaccord avec ce gouvernement, c'est lorsqu'il fait preuve d'une telle banqueroute, d'une telle faillite intellectuelle et morale qu'il s'en remet simplement au mécanisme du prix pour atteindre ces objectifs. Nous sommes convaincus que s'il mettait en vigueur les propositions qui ont déjà commencé à être mises en vigueur par le gouvernement au mois de février sur les autres sources d'énergie, et sur la conservation, il n'aurait pas besoin d'augmenter les prix d'une façon aussi radicale et aussi élevée que celle qu'il propose.

[Traduction]

M. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur l'Orateur, en guise d'entrée en matière, je veux signaler au premier ministre (M. Clark) qu'il n'a pas besoin de s'excuser de n'avoir pu communiquer plus tôt le texte de sa déclaration aux porte-parole des partis de l'opposition. Compte tenu des exigences de l'heure, je comprends très bien qu'il n'ait pu le fournir à temps. Je tiens à le dire au départ. Cela lui était carrément impossible. Au nom de mon parti, je tiens à bien préciser que le facteur temps a joué et que nous n'y pouvons rien. Cela dit, toutefois, je ne souscrirai pas tellement aux autres éléments de la déclaration du premier ministre ou de ce brillant exposé que nous venons d'entendre du parti qui siège à ma droite. Celui-ci fait encore des siennes. Je ne m'étendrai pas là-dessus.

Le critique libéral de l'énergie a de nouveau réussi à convaincre la Chambre que son parti est logique sur un point. Il se contredit constamment sur toute question importante qui se présente aux Canadiens. Il y a à peine un an ce mois-ci, le ministre de l'Énergie de l'époque disait: «Notre politique a toujours consisté et consiste encore à relever le prix du pétrole brut à la tête du puits jusqu'au cours mondial». Cela se passait du temps où les libéraux étaient au pouvoir. Mais voilà maintenant qu'ils s'inquiètent des taux élevés d'intérêt, un autre revirement intéressant. Mais laissons les libéraux dans l'hypocrisie où ils se sont réfugiés, car de toute façon, les Canadiens savent maintenant quoi en penser.

Venons-en plutôt à une importante question qui touche cette fois le gouvernement et qui divise profondément la Chambre et les Canadiens. Le premier ministre nous a dit que seule la question du prix du pétrole n'avait pu rallier l'adhésion géné-

rale. Nul n'ignore que la question, du prix représente sinon la totalité, du moins les 9/10 du problème.

Ce n'est pas un simple cliché que de dire qu'il faut économiser l'énergie. Tout le monde admet aussi qu'il faut parvenir si possible à l'autonomie énergétique. A l'instar du gouvernement et des gens du parti libéral, j'estime moi aussi que nous y parviendrons si nous mettons en œuvre les programmes appropriés. A cet égard, nous sommes favorisés par rapport à d'autres pays, et il n'y a pas de divergences d'opinion là-dessus.

Le véritable débat qui se déroule dans notre pays, un débat fondamental dont dépend l'avenir industriel de notre pays porte sur la question des prix. Le premier ministre a dit qu'il n'y avait pas accord là-dessus. Le moins que je puisse dire, c'est qu'en l'apprenant, je n'ai pas été tellement étonné. Dans sa brève déclaration de ce soir, le premier ministre a repris le principal argument sur lequel le gouvernement s'est fondé pour préconiser une hausse de prix.

Cet argument fondamental que le premier ministre a repris ce soir, c'est qu'il nous faut accroître les revenus provenant du pétrole pour réunir les capitaux dont nous avons absolument besoin pour accélérer la mise en valeur de nos ressources énergétiques. Du moment qu'on admet que pour atteindre cet objectif, il est essentiel que nous haussions les prix, comme l'a reconnu le premier ministre, il faut alors prendre la chose très au sérieux. Au nom de mes collègues, je puis vous assurer que c'est ce que nous ferions. Quant au premier ministre, je puis lui dire, en toute franchise, qu'il est loin d'en avoir prouvé la nécessité. Son affirmation manquait de substance.

Je veux citer un renvoi au bas de la page 15 d'un document publié la semaine dernière par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Hnatyshyn):

Le chiffre 3...

C'est-à-dire du tableau qui accompagne ce document.

... indique que les bénéfices qu'en retirera l'industrie...

En l'occurrence, l'industrie pétrolière.

... si la politique actuelle est maintenue...

Si les prix ne sont pas augmentés.

... lui permettront d'engager de fortes dépenses pendant toutes les années 80.

Autrement dit, les dispositions actuelles concernant les prix lui assurent un revenu suffisant, et j'ajoute, si nous faisons attention à ce que nous pourrions faire au Canada avec Petro-Canada en fait de prospection, sans hausser davantage le prix du pétrole. Je demande au premier ministre de faire plus de cas du document préparé par le ministère d'un des membres de son cabinet.

Deuxièmement, c'est pourquoi j'ai proposé très sérieusement au nom de mon parti, il y a une quinzaine, la création d'une commission des prix et bénéfices dans l'industrie pétrolière, en soulignant qu'il est essentiel que le pays compte un organisme indépendant chargé de surveiller les décisions en matière de prix et de bénéfices, tout en tenant compte de ce que pourrait peut-être exiger la mise en valeur de nouvelles sources d'approvisionnement.

● (2120)

Cet organisme se révèle nécessaire si nous voulons procéder à une analyse objective qu'on pourrait communiquer à l'opposition, au gouvernement et aux Canadiens; cet organisme nous permettrait de déterminer les quantités dont nous avons réellement besoin, particulièrement, mais non pas exclusivement,